



ONU

Sénégal Online

N° 364 du 15 Février 2013

Dans ce numéro :

ONU : Le partenariat avec le bloc islamique, un atout pour prévenir et résoudre les conflits, affirme Ban Ki-moon. 1-2

MALI : Vers le déploiement possible d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies, selon Hervé Ladsous. 3

UNESCO : La Directrice Générale de l'UNESCO rencontre l'équipe pays du Système des Nations- Unies au Sénégal 4-5

PNUD : Consultations nationales Post 2015 au Sénégal, point de départ pour un nouvel agenda pour le développement. 6

OMS : La prise en charge des cas de paludisme dans le Sine et le Saloum au Sénégal. 7

BANQUE MONDIALE : Appui à l'enseignement supérieur au Sénégal : un ordinateur pour chaque étudiant. 8-9

ONU : Le partenariat avec le bloc islamique, un atout pour prévenir et résoudre les conflits, affirme Ban Ki-moon.



Ban Ki-moon (droite) & Ekmeleddin İhsanoğlu, (Gauche) Secrétaire Général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a souligné l'importance de la poursuite de la coopération entre l'ONU et l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en rappelant que ces deux organisations ont la responsabilité de répondre aux aspirations des populations du monde arabe, qui est en pleine transformation.

«*Je suis encouragé par le renforcement de la coopération entre nos deux organisations, particulièrement dans le domaine de la prévention et la résolution des conflits* », a déclaré M. Ban ki-moon dans le message qu'il a adressé à la 12^{ème} Conférence islamique au Sommet qui se tient actuellement au Caire, en Égypte. «*L'OCI et l'ONU partagent la responsabilité cruciale de répondre aux aspirations populaires, particulièrement la promotion de la démocratie, la bonne gouvernance, l'état de droit, les droits humains et le progrès socioéconomique* », a-t-il ajouté.

Selon le Secrétaire général, nombreux sont les domaines dans lesquels l'ONU et l'OCI peuvent coopérer, notamment pour résoudre les crises humanitaires au Mali et en Syrie et faciliter un processus politique capable de mettre fin aux violences.

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bisau, la Mauritanie et le Sénégal.

Tél. : (221) 338699911

Fax : (221) 338605148

Adresse : Immeuble SOUMEX, Mamelles
Route des Almadies, BP 154 Dakar (Sénégal)

E-mail : unic.dakar@unic.org

Site Web : <http://dakar.unic.org>

Mettre fin au conflit israélo-palestinien devrait également constituer une priorité. M. Ban Ki-moon a par ailleurs affirmé qu'il reste de nombreux défis à relever, notamment dans la lutte contre le terrorisme. Il a donc appelé à l'intensification des efforts pour renforcer les capacités des États à faire face à cette menace.

« Je partage vos préoccupations quant à la montée de l'intolérance et de la discrimination telle que l'islamophobie. Malheureusement, nous avons assisté à une rapide escalade des incidents, la plupart émaillés de brutalités et impliquant des personnes et communautés de toutes confessions », a-t-il observé. Plus tard ce mois-ci, a-t-il noté, les dirigeants du monde entier auront l'occasion de soulever cette question, lors du Cinquième Forum de l'Alliance des civilisations, qui se tiendra à Vienne avec pour objectif de se mobiliser contre la haine et d'unir les peuples de toutes confessions et cultures.

M. Ban Ki-moon a également salué l'engagement des membres de l'Organisation de la conférence islamique pour réaliser le développement durable et relever les défis qui se posent sur les plans social, économique et environnemental, ainsi que leur impact sur les changements climatiques.

« Je vous encourage tous à partager vos idées et votre enthousiasme à mesure que nous redoublons d'efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et forger un agenda post-2015. Engageons-nous ensemble à faire tout notre possible pour réaliser un avenir durable et édifier le monde que nous voulons. » Les huit OMD fixent des cibles spécifiques à atteindre d'ici à 2015 en matière d'éradication de la pauvreté, d'éducation, d'égalité entre les sexes, de santé maternelle et infantile, de respect de l'environnement, de lutte contre la pandémie de VIH/sida, sans compter la mise en place d'un « *partenariat mondial pour le développement* ».



« Je partage vos préoccupations quant à la montée de l'intolérance et de la discrimination telle que l'islamophobie. Malheureusement, nous avons assisté à une rapide escalade des incidents, la plupart émaillés de brutalités et impliquant des personnes et communautés de toutes confessions »

Extrait du message de Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU lors de la 12ème Conférence islamique au Sommet (Egypte)

« Je vous encourage tous à partager vos idées et votre enthousiasme à mesure que nous redoublons d'efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et forger un agenda post-2015. Engageons-nous ensemble à faire tout notre possible pour réaliser un avenir durable et édifier le monde que nous voulons »

Extrait du message de Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU lors de la 12ème Conférence islamique au Sommet (Egypte)

Mali : Vers le déploiement possible d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies, selon Hervé Ladsous.



Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, à la sortie du Conseil de sécurité. (Photo; ONU/Rick Bajornas)

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a annoncé en conférence de presse qu'une opération de maintien de la paix des Nations Unies au Mali paraissait de plus en plus probable. *«Tout semble indiquer que nous allons dans cette direction et nous nous tenons prêts pour cela»*, a déclaré M. Ladsous aux correspondants présents au Siège de l'ONU à New York. Il est ressorti de la réunion qui s'est tenue à Bruxelles entre l'ONU, l'Union africaine et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) un désir manifeste de la communauté internationale de faire tout ce qui peut l'être au Mali, a-t-il noté, faisant toutefois observer qu'il appartiendrait au Conseil de sécurité de prendre une

décision dès que le gouvernement malien lui aura adressé une requête officielle.

«Je pense que la logique des choses voudrait le moment venu que l'on donne la priorité au contingent de la CEDEAO déjà déployé dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine déjà présente. Peut-être que d'autres pays se joindront à ce contingent. Nous verrons tout cela au fur et à mesure» a-t-il ajouté.

«Il est évident que ces troupes ne seraient pas envoyées au Mali sans le consentement des autorités du pays», a ajouté M. Ladsous. *« Comme vous le savez, toute opération de maintien de la paix requiert l'accord préalable du pays hôte.»*

Par ailleurs, si l'accès humanitaire s'améliore au Mali, la situation reste tendue, a expliqué de son côté le Coordonnateur régional des secours humanitaires pour le Sahel, qui a prévenu depuis Genève que près de dix millions de personnes pourraient souffrir de famine dans cette région en 2013.

«La crise dans le nord du Mali vient s'ajouter à celle, plus large, qui sévit de manière chronique à travers tout le Sahel et expose à l'insécurité alimentaire des millions de personnes », a prévenu David Gressly lors d'une conférence de presse donnée à Genève.

«Nous devons être préparés à ce que la situation s'aggrave. Il n'est pas certain que la situation s'aggrave. Mais nous devons nous préparer au pire», a-t-il précisé.

La région du Sahel en Afrique de l'Ouest est formée du Mali, du Burkina Faso, du Tchad, de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie, du Cameroun et du Nigéria. La communauté humanitaire a lancé un appel de plus de 1,6 milliard de dollars pour aider des millions de nécessiteux. Au Mali, environ un demi-million de personnes souffrent de l'insécurité alimentaire et plus de 43 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire après le début des combats en janvier 2012 entre les forces gouvernementales et les rebelles touaregs. Le conflit a déraciné des milliers de personnes et poussé le gouvernement à solliciter l'aide de la France pour mettre fin à l'avancée militaire des groupes extrémistes qui ont pris le contrôle du nord du pays l'an dernier.



Hervé Ladsous passe en revue un détachement de Casques bleus

La Directrice Générale de l'UNESCO rencontre l'équipe pays du Système des Nations-Unies au Sénégal.

Dans le cadre de sa visite officielle au Sénégal, la Directrice Générale de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation la Science et la Culture (UNESCO) a rencontré le 14 février 2013 l'équipe pays du Système des Nations-Unies au Sénégal (SNU). La réunion a été présidée par le Coordonnateur Résident au Sénégal Bintou Djibo dans les locaux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), aux Almadies à Dakar.



Mme Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO rencontre l'Equipe Pays du Système des Nations Unies au Sénégal

Dressant le portrait d'Irina Bokova, Bintou Djibo a souligné que c'est la première femme à occuper le poste de Directeur Général de l'UNESCO. Auparavant, le Coordonnateur Résident du SNU au Sénégal a fait la biographie d'Irina Bokova, qui après un cursus académique en relations internationales dans de prestigieuses universités a été, dans son pays la Bulgarie, parlementaire, Ministre des Affaires Etrangères, puis Ambassadeur.

Avant de décliner le mandat de l'UNESCO, Irina Bokova a tout d'abord souligné que l'Organisation qu'elle dirige applique la parité exacte. Ensuite elle a prôné une action commune avec toutes les agences. A titre illustratif, elle a cité le Comité ONU-

SIDA.

Dans le domaine de l'éducation, elle a rappelé que pour atteindre l'horizon 2015 il faut une mobilisation du gouvernement, de la société civile, des partenaires, des banques de développement. Dans la foulée, elle a préconisé de mettre l'accent sur la qualité de l'éducation pour la période post 2015 et de réaliser une « *passerelle* » entre éducation et formation en terme de contenu, de procéder par une approche holistique pour plus d'efficacité en établissant un pont entre les trois niveaux de l'éducation : primaire, secondaire et universitaire. La Directrice Générale de l'UNESCO a aussi souhaité une mobilisation de haut niveau sous l'égide du Secrétaire Général de l'ONU car c'est la première fois que l'éducation est mise dans l'agenda politique mondial.

Abordant le patrimoine culturel mondial et la Culture, Irina Bokova veut mettre l'accent sur la création d'emplois dans les industries culturelles. Rappelant son voyage



L'Equipe Pays du Système des Nations Unies autour de Mme Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO en visite à Dakar

à Tombouctou en compagnie du Président français, François Hollande, elle a témoigné du « *désastre* » que représente la destruction du patrimoine culturel malien dans cette ville.

Pour elle, la restauration des manuscrits grâce à la technologie numérique concerne l'humanité car il s'agit « *d'une richesse universelle* ». Aussi l'UNESCO va-t-elle « *tout faire pour restaurer les manuscrits* ». Irina Bokova a ensuite axé son propos autour du binôme culture-développement. « *Si nous connaissons la culture, nous pouvons résoudre les problèmes de développement* » a-t-elle dit.

Concernant les Sciences, la Directrice Générale de l'UNESCO a estimé que pour « *combattre la pauvreté, il nous faut les nouvelles technologies* ». Sur ce point, elle préconise de nouveaux partenariats. Elle a cité en exemple le partenariat avec la firme Procter & Gamble dans l'éducation au Sénégal.

Enfin, Irina Bokova a annoncé la création de 5 bureaux régionaux en Afrique. Des échanges fructueux avec les membres de l'équipe pays du SNU au Sénégal ont suivi jusqu'à la clôture de la rencontre.

« Si nous connaissons la culture, nous pouvons résoudre les problèmes de développement »

Mme Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO, lors de sa rencontre avec l'Equipe Pays du Système des Nations Unies au Sénégal



Consultations nationales Post 2015 au Sénégal, point de départ pour un nouvel agenda pour le développement.



Présentation de l'Agenda de développement Post 2015

Engager une réflexion sur le futur des populations à l'échéance 2015 à travers un processus participatif, c'est le sens des consultations nationales sur l'agenda de développement lancées officiellement le 13 février 2013 à Dakar. Elles s'inscrivent dans le cadre global d'une réflexion insufflée par le Secrétaire Général des Nations-Unies sur les enjeux de développement qui devront guider les actions au-delà des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le Sénégal a l'instar d'une cinquantaine de pays a lancé le processus de consultations nationales sur l'agenda de développement post 2015, le 14 février 2013 à Dakar en présence du Ministre sénégalais de l'Economie et des Finances, Amadou Kane, du Coordonnateur Résident du Système des Nations-Unies au Sénégal, F.Bintou Djibo, des représentants des institutions, des élus locaux, de la société civile, des partenaires techniques et financiers et l'ensemble des acteurs du développement au Sénégal. Cette rencontre a permis de présenter la méthodologie du processus des consultations nationales et de noter des observations.

La date butoir des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est fixée à 2015. Cependant, dans la plupart des pays en développement ils ne seront pas atteints malgré des avancées notables dans certains domaines tels que la lutte contre la pauvreté, les secteurs sociaux et la protection des groupes vulnérables. Le Sénégal, selon le Ministre de l'Economie et des Finances, a fait des progrès dans l'éducation notamment, dans l'équité et l'égalité des genres. Pour illustrer son propos, Amadou Kane a cité l'Assemblée Nationale où parmi les députés siègent 46% de femmes. Les OMD connaissent aussi des limites notamment en termes de réduction de la mortalité maternelle et infantile, d'assainissement.

Faisant le bilan des OMD, le Coordonnateur Résident du Système des Nations-Unies au Sénégal a invité à « **tirer des enseignements et à ajuster les priorités au contexte** ». Pour F.Bintou Djibo « *l'un des enseignements est l'indispensable articulation entre croissance économique et développement humain durable, mettant en exergue la nécessité d'assurer une meilleure répartition des fruits de la croissance pour réduire les inégalités* ».

Les consultations nationales post 2015 vont permettre à chaque citoyen sénégalais de donner son avis sur ce que devraient être les priorités du développement. Les plateformes électroniques www.myworld2015.org et www.worldwewant2015.org recueillent les votes au niveau national et au niveau mondial. Les consultations seront aussi régionales et thématiques et impliqueront un partenariat avec les centres et radios communautaires, les médias. Les acteurs de tout bord, parlementaires, élus locaux, société civile, secteur privé sont invités à y prendre part pour de plus larges contributions. Dans le processus, il est prévu des ateliers de validation des rapports régionaux le 15 février 2013 et un atelier national de validation le 7 mars 2013 qui fera la synthèse des résultats de toutes les consultations ; électroniques, régionales, thématiques.

La prise en charge des cas de paludisme dans le Sine et le Saloum au Sénégal.



Au Sénégal la prise en charge des cas de paludisme s'effectue au niveau communautaire et au niveau des postes de santé. Dans tous les cas, les malades bénéficient d'un traitement avec des médicaments après un diagnostic confirmé par les tests rapides de dépistage grâce à un programme national appuyé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Dans les régions du centre du Sénégal, il existe encore des petites communautés rurales dépourvues de structures de santé. Pour lutter contre le paludisme, une stratégie visant la prise en charge précoce

des malades du paludisme a été élaborée. Des dispensateurs de soins à domicile, formés, interviennent rapidement dans les villages où il n'existe pas de structures de santé. Ces intervenants, une fois leurs capacités renforcées pour traiter les malades du paludisme, sont dotés en matériel de diagnostic et de soins. Ainsi, si une personne présente de la fièvre, le dispensateur de soins à domicile effectue un test et si ce dernier est positif, il administre au malade des médicaments ACT pour soigner son paludisme. Si le test est négatif, le malade est dirigé vers une structure de santé.

Certaines communautés disposent de centres de santé. A ce niveau, les infirmiers sont tenus de respecter les mêmes protocoles. Cependant, si le paludisme n'est pas confirmé par un test de diagnostic sur un malade dont la fièvre persiste, l'infirmier peut traiter une autre pathologie si un autre signe évoque une maladie infectieuse. En l'absence de ces indices, le malade réfère une autre structure mieux outillée.

Le Docteur Amadou Doucouré, Médecin Chef du District Sanitaire de Nioro a pu constater une nette diminution de la morbidité et de la mortalité dues au paludisme depuis le démarrage de ce programme. Selon ce médecin qui exécute des programmes nationaux appuyés par l'OMS, les populations se sont approprié ce programme et il se réjouit des résultats obtenus grâce à la prévention et la stratégie de prise en charge des cas de paludisme. Il plaide pour « *le maintien des acquis et le renforcement de la vigilance* »

Dr Amadou Doucouré, Médecin Chef du District Sanitaire de Nioro plaide pour :
«... le maintien des acquis et le renforcement de la vigilance »

BANQUE MONDIALE : Appui à l'enseignement supérieur au Sénégal : un ordinateur pour chaque étudiant.



Les étudiants très intéressés par le Programme financé par la Banque Mondiale « Un étudiant, un ordinateur »

Diop et Cheikh Ahmed Tidiane Ndiaye sont tous deux étudiants à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), la plus grande université du Sénégal. L'une étudie le droit, le second est étudiant en pharmacie. Tous deux partagent le sort de la majorité des 75.000 étudiants que compte l'UCAD. Comme 60.000 de leurs camarades issus essentiellement de familles défavorisées, ni l'un, ni l'autre ne dispose d'un ordinateur personnel ou d'un accès régulier à un ordinateur, outil devenu pourtant indispensable à l'ère du tout numérique.

La jeune fille comme le jeune garçon sont pourtant conscients que cet outil est devenu incontournable pour leurs études. *«Je passe mon temps à emprunter un ordinateur pour avoir accès aux cours que les profs*

nous envoient sous forme de fichiers joints à nos adresses email», souligne Cheikh Tidiane, d'un ton résigné. Même stratégie pour Fatou Diop qui utilise les ordinateurs de ses amies ou va parfois, comme Cheikh Tidiane, dans les cyber-cafés pour avoir accès à un ordinateur. *«Il s'agit d'un environnement peu propice à la concentration intellectuelle»*, ne manque-t-elle pas de souligner.

Pressée d'acquérir enfin son propre ordinateur et attirée par une banderole au slogan alléchant *«Un étudiant, un ordinateur»*, Fatou s'est rendue récemment au *«Village du CDP»* installé au sein du campus de l'UCAD. L'université Cheikh Anta Diop a en effet signé le 16 janvier 2013 un *«contrat de performance»* (CDP) avec le ministère de l'Enseignement supérieur du Sénégal qui devrait permettre aux étudiants de concrétiser leurs espoirs. *«Ce projet va permettre à chaque étudiant des universités publiques de pouvoir disposer d'un ordinateur pour mener ses études dans un monde qui est de plus en plus orienté vers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication»*, assure Mary Teuw Niane, Ministre sénégalais de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fatou Diop et Cheikh Tidiane espèrent que le projet va démarrer le plus rapidement possible grâce à l'implication d'une banque commerciale africaine, Ecobank, et deux compagnies internationales – Samsung et Intel - qui sont leader dans leur domaine (fabrication d'ordinateurs et de microprocesseurs) qui accompagnent le gouvernement du Sénégal dans ce projet avec le soutien de la Banque mondiale. Ainsi, l'étudiant pourra payer son ordinateur en une fois ou en étalant les paiements sur 12 mois (les mensualités seront de 10 à 16 dollars, selon le modèle) à un prix bien inférieur à celui du marché grâce à une subvention du Fonds de solidarité numérique du Sénégal et de la Banque mondiale, tout en bénéficiant de garanties d'assistance en cas de problèmes techniques.

Améliorer le taux de réussite des étudiants

Le fait de permettre à chaque étudiant d'avoir son propre ordinateur n'est qu'une composante du CDP qui va bénéficier d'un financement de 18 millions de dollars (9 milliards CFA) sur les cinq années de son exécution. Une évaluation annuelle déterminera si ce contrat vaut la peine d'être reconduit avec ces cinq objectifs: amélioration de l'efficacité interne ; utilisation des technologies de l'information dans les stratégies pédagogiques ; renforcement des liens avec le monde du travail ; amélioration de la qualité de l'enseignement ; amélioration de la gouvernance.

«*Dans ce partenariat, l'UCAD est gagnante car avec le CDP, il ne s'agira plus d'allouer des ressources sur une base forfaitaire et aveugle mais sur la base d'objectifs fixés et de stratégies mises en œuvre,*» assure Saliou Ndiaye, le recteur de l'université, institution qui compte 41 établissements, 1329 enseignants-chercheurs, 1313 agents administratifs, techniques et de service et environ 75 000 étudiants qui ont tous participé activement à la définition des objectifs du CPD.

Au-delà de l'université de Dakar, c'est tout l'enseignement supérieur que la Banque mondiale va appuyer avec le projet « **Gouvernance et financement de l'Enseignement supérieur axé sur les résultats** », projet de 127,3 millions de dollars dont 101,3 millions de dollars en provenance de l'IDA (l'Association internationale de développement).

Ainsi, chacune des cinq universités du Sénégal (Dakar, Saint-Louis, Thiès, Bambey et Ziguinchor) aura son propre CDP pour un montant global de 43 millions de dollars (24 milliards de FCFA). De plus, ce projet va contribuer à renforcer et moderniser la gouvernance du secteur, réhabiliter et développer les infrastructures universitaires (bâtiments et technologies de l'information et de la communication) et permettre la construction d'une toute nouvelle université à Dakar. De tels investissements

vont avoir un impact certain sur l'allocation des ressources publiques, explique Mamadou Ndione, économiste au bureau de la Banque Mondiale à Dakar puisque actuellement, «*si 1,2% du PIB est consacré à l'enseignement supérieur, seulement 38% des budgets de l'enseignement supérieur servent à payer les salaires et le fonctionnement des universités alors que 62 % sont consacrés au volet social (logement) et les bourses d'études au Sénégal et à l'étranger. Résultat, il reste peu à investir pour le volet pédagogique.*». «*La mise en œuvre réussie de ce projet devrait fondamentalement moderniser les universités sénégalaises et son enseignement supérieur pour en faire des institutions et système en cohérence avec les exigences du 21ème siècle* », renchérit Atou Seck, chargé du projet «**Gouvernance et financement de l'Enseignement supérieur axé sur les résultats** » au sein de la Banque mondiale.

D'une manière plus générale, Vera Songwe, Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Sénégal, note que le Sénégal vient d'adopter sa stratégie nationale de développement économique et sociale (SNDES) pour les cinq prochaines années avec un objectif de croissance économique de 6.6%. Or, souligne-telle, «*cet objectif ne peut être atteint sans une augmentation de la productivité, elle-même fondée sur l'augmentation de la connaissance. C'est pourquoi l'appui du Groupe de la Banque mondiale à l'éducation et à l'enseignement supérieur est vraiment centré sur la création d'emplois, l'amélioration de la productivité et la réduction de la pauvreté au Sénégal.*».

Les étudiants, d'habitude très critiques à l'égard des initiatives perçues comme provenant du gouvernement ou des bailleurs de fonds internationaux, sont très confiants dans cet investissement. Astou Welle, une étudiante en 2^{ème} année d'espagnol assure que «*ce projet est un 'plus' pour nous les étudiants car il va certainement améliorer l'enseignement et les conditions de sa délivrance.* » Alors que Moustapha Diop de la faculté des sciences juridiques et politiques est convaincu que «*l'université ne doit pas juste former des étudiants consommateurs mais des étudiants acteurs* ». «*Ce contrat de performance va y contribuer*», assure-t-il. Une chose semble certaine : l'ensemble des étudiants interrogés pensent qu'avec un ordinateur personnel, il sera possible d'atteindre l'indicateur le plus important du CPD : avoir un taux de réussite de plus de 70% en première année contre 30% actuellement.

«*Ce projet va permettre à chaque étudiant des universités publiques de pouvoir disposer d'un ordinateur pour mener ses études dans un monde orienté vers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication*»

Mary Tew NIANE, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Sénégal